

ARCELORMITTAL EL-HADJAR

Grève de production renforcée par une grève de la faim

Comme annoncé dans les derniers communiqués signés par le porte-parole des travailleurs d'ArcelorMittal d'El-Hadjar, une grève générale et illimitée a été déclenchée aux premières heures de la journée d'hier, avons-nous constaté sur place.

Les installations de production du complexe de l'acier ont effectivement été totalement paralysées. Autre fait marquant, la grève de la faim entamée en début d'après-midi d'hier par quatre membres du collectif de négociations «pour amener le partenaire étranger à revoir sa copie», nous précisa le président de la commission des négociations, Smaïl Kouadria.

«Au cas où l'employeur camperait sur sa position, la totalité des membres du collectif, au nombre de huit, seront en grève de la faim à partir de demain (aujourd'hui mardi, ndlr), et si d'ici à mercredi aucune amélioration n'est enregistrée, c'est l'ensemble des travailleurs, selon un nombre de 7 200, qui seront en grève de la faim»,

menace le porte-parole des travailleurs.

Le débrayage entamé hier concerne également les unités commerciales et de soutien logistique à travers plusieurs villes du pays, nous fait savoir Kouadria, précisant, toutefois, que le service minimum, «pour préserver l'outil de production», est assuré par des travailleurs.

Le déclenchement de cette grève intervient suite à la constatation, après cinq jours de pourparlers, par le collectif des négociateurs d'un blocage, du fait des propositions avancées par la direction générale de l'entreprise, qu'il juge insuffisantes.

Plus grave encore, selon les représentants du partenaire social, c'est la proposi-

tion de compression de 1 500 travailleurs, en contrepartie d'une augmentation fractionnée en deux fois 5% — l'une effective à partir de ce mois de juillet et l'autre en juillet 2010 — qui est à l'origine de cette grève. «Nous discuterons de tout, mais jamais d'une question qui mettra sur le carreau des centaines de nos camarades», affirmera, à ce propos le porte-parole des travailleurs, qui préside aussi le collectif des négociateurs mandatés par la Centrale syndicale.

Dans le souci de tenir les travailleurs informés de la situation, le collectif a tenu un meeting dans la journée. Il a expliqué les points qui ont empêché ces négocia-

tions, entamées depuis le premier juillet, d'avancer. Prenant la parole, Kouadria dénoncera, d'emblée, la proposition de compression des effectifs, tout en insistant sur la préservation des emplois.

Revenant sur la plateforme de revendications des travailleurs, l'intervenant a mis en exergue les faibles propositions de l'employeur concernant les 12 points contenus dans celle-ci, principalement le volet salarial. Reconnaisant tout de même que le partenaire étranger a fait «un petit pas en avant» en proposant d'augmenter la prime de panier de 200 à 250 DA/jour et celle de la femme au foyer qui passera de 650 à

1 000 DA/mois, ainsi qu'une «insignifiante» revalorisation de la prime de nuisance et des indemnités forfaitaires d'heures supplémentaires. «Cet effort reste insuffisant», estime-t-il. Il abordera, d'autre part, les failles du partenariat avec le géant mondial de l'acier, reprochant à l'Etat son manque de contrôle du complexe.

«La partie algérienne, représentait par l'entreprise Sider, qui détient 30% du capital, et assiste aux réunions du conseil d'administration, n'exige même pas l'enregistrement d'observations dans les P-V», regrette Kouadria.

Pour avoir le point de vue de la direction générale du

complexe, nous nous sommes rapprochés de celle-ci. Mais en l'absence du directeur général, nous avons été reçus par son adjoint, M. Guedha.

Ce dernier a rendu hommage au syndicat pour la manière avec laquelle il a agi dans cette affaire, avant de nous faire remarquer que les discussions ne sont pas totalement rompues et qu'elles peuvent reprendre à tout moment pour arriver à un point d'équilibre.

Il évoquera également les difficultés du groupe relatives à la crise économique mondiale, estimant que dans une situation de prospérité financière, les choses auraient été autres.

A. Bouacha

ASSOCIATION GÉNÉRALE DES ENTREPRENEURS ALGÉRIENS

La régulation du marché du ciment, une urgence

Avec une production locale publique de 13 millions de tonnes et de plus de 7 millions de tonnes de production privée, l'offre en matière de ciment demeure «insuffisante et déséquilibrée». «L'Etat doit procéder en urgence à une régulation du marché», soutient l'Association générale des entrepreneurs algériens.

Wassila Zegtitouche - Alger (Le Soir) - La demande nationale étant de 22 millions de tonnes, l'AGEA estime que l'importation pourrait répondre au déficit et établir un équilibre. Malgré les divergences d'opinion, on estime au niveau de cette association que recourir à ce moyen aidera à «éviter la surenchère et la spéculation» concernant le marché du ciment. Elle en appelle à la compétence de l'Etat pour réguler le marché et mettre un frein au marché informel et à la mauvaise gestion, notamment en matière de distribution.

C'est le constat dressé par M. Mouloud Khelloufi. Ce dernier, qui a présenté hier les résolutions émanant des premières assises nationales du BTPH organisées le 18 juin à Annaba, classe le problème des matériaux de construction parmi les plus importants à régler.

Concernant les agrégats et «l'offre insuffisante du marché et parfois même leur indisponibilité et leur mauvaise qualité», l'AGEA attend de l'Etat un allègement des procédures de concession des carrières.

Aussi, elle prône l'établissement d'une carte des sites de carrières comportant toutes les caractéristiques indispensables pour leur exploitation.

Autre résolution retenue lors de cette rencontre nationale, l'activation des projets de loi dont les réflexions ont déjà été engagées par le ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme. Il s'agit des lois ayant trait à la maîtrise d'œuvre, d'ouvrage et au vieux bâti. On relève, en effet, une incohérence entre l'ancien et le vieux bâti. Selon le président de cette association, la mise en place d'organes et de structures de gestion urbaine serait ins-

crite sur la liste des impératifs. Concernant les délais de réalisation, l'AGEA demande une garantie de 5 ans sur les grands ouvrages. «Il est inconcevable de donner un bon de commande pour un million de dinars pour des entreprises qui réalisent une bordure de trottoir et qui bénéficient d'une année de garantie. A ce titre, les entreprises réalisatrices de marchés importants de logements, routes et ouvrages d'art doivent avoir un délai de garantie de 5 ans pour préserver les ouvrages, et chaque année, 1% sera prélevé», explique Khelloufi.

Toutefois, l'association, insiste sur le nécessaire changement d'un certain nombre de lois relatives au secteur. Le code des marchés publics a fait apparaître de nombreuses lacunes qui pénalisent les entreprises du BTPH. «La caution de 5% doit être fixée directement au prorata de chaque situation que chaque entreprise présentera proportionnellement pour les bons de commande et marchés afin de ne pas pénaliser l'entreprise financièrement», explique le président. Aussi, le prési-

dent de l'AGEA dénonce la bureaucratie, le favoritisme, les passe-droits et autres pratiques, qui régissent l'attribution des marchés. Un code favorisant le partenariat et les groupements alors que celui du commerce limite cette procédure uniquement aux entreprises au statut de sociétés et écartant ainsi les entreprises à statut physique.

Dans ce sens, l'AGEA appelle à l'allègement de la gestion de la TAP (taxe sur l'activité professionnelle) au niveau de l'entreprise (proposition de centraliser, c'est-à-dire traitement à la source). Les propositions chiffrées faites par l'AGEA sont la réduction de la TAP (impôt sur le chiffre d'affaires des entreprises actuellement à 2%) à 1%, du volume des cotisations CNAS à 18%, au lieu de 35% actuellement.

Idem pour les cotisations Cacobatph, qu'on espère voir allégées à 10%, en plus de l'assouplissement des conditions de remboursement des congés intempéries. «90% des entreprises ne payent pas cette taxe», soutient Khelloufi.

W. Z.

STATISTIQUES ET INFORMATION ÉCONOMIQUE

Pas de coordination à l'échelle maghrébine

Les pays maghrébins sont à la recherche du système d'information et de statistiques communs. Une quête qui s'annonce difficile puisqu'en la matière, il reste encore beaucoup à faire.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Avant d'aboutir à la mise en place de la banque de données à laquelle aspirent les experts, les pays concernés devront, dans un premier temps, harmoniser les outils et les concepts qu'ils utilisent.

C'est ce qui ressort de la première journée de la conférence maghrébine sur

la statistique qui s'est ouverte hier à Alger. Organisée par l'Office national des statistiques (ONS) en collaboration avec la Banque africaine de développement (BAD), cette rencontre de trois jours vise à l'approfondissement de la coopération maghrébine dans les domaines des activités statistiques et l'élaboration d'un

plan de coordination statistique. Plus de 200 experts se sont, en effet, donné rendez-vous à Alger pour étudier les meilleurs moyens d'approfondir la coopération maghrébine dans le domaine des activités statistiques afin d'élaborer un plan de travail pour mettre en œuvre des actions à même d'assurer une meilleure coordination.

Les experts ont pour mission d'identifier les mécanismes de mise en œuvre de cette politique. Cette

conférence s'inscrit dans le cadre des recommandations de l'atelier sur la coordination statistique organisé à Tunis en décembre 2008.

Il est attendu qu'elle puisse contribuer à la consolidation des travaux des différentes rencontres qui l'avaient précédé pour donner à la statistique tout le rôle qui lui sied, dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques de développement socioéconomique.

N. I.

TRANSPORT AÉRIEN  
RÉGULIER

Tassili Airlines  
veut y contribuer

Tassili Airlines, filiale de la Sonatrach, poursuit son développement et vise à accroître sa part de marché du transport aérien de la relève pétrolière et parapétrolière, voire contribuer au transport régulier.

Hier, au siège de la Sonatrach, la compagnie aérienne Tassili Airlines a retenu, après une journée de délibérations, les compagnies Boeing (Etats-Unis) et Embraer (Brésil) pour lui fournir respectivement 4 avions Jet de module 150 passagers et 3 avions Jet de module 100 passagers. Pour des montants respectifs de 228,5 millions de dollars et 104,6 millions de dollars, ces avions devront être fournis dans un délai de 24 à 30 mois.

Tassili Airlines devait également acheter deux avions de type Jet de module 70 mais l'appel d'offres a été déclaré hier infructueux pour non-conformité aux spécifications commerciales de la compagnie des offres des soumissionnaires Embraer et Bombardier (Canada). En relevant qu'un quatrième soumissionnaire, l'européen Airbus, a formulé des offres commerciales qui n'ont pas été retenues. Cela étant, les 7 avions serviront à équiper la prochaine filiale de Tassili Airlines, celle-ci sera destinée à assurer le transport de la grande relève pétrolière et parapétrolière et, à terme, le transport régulier.

Une filiale qui sera créée dans le cadre de la restructuration de Tassili Airlines en groupes de transport aérien, lancée dans le cadre du plan quinquennal 2006-2010 et qui prévoit la création de deux autres filiales. Il s'agit de Naftassili pour le transport de la moyenne et petite relève (entre les bases et les grandes villes) ainsi que l'évacuation sanitaire et de agroaérien (pour les activités de type ensemencement, phytosanitaire et lutte antiacridienne...).

Ces acquisitions permettront de renforcer la flotte actuelle, composée de 27 avions, avec l'objectif de la porter à 43 avions, et disposant d'une logistique propre de maintenance pour les avions de petite et moyenne taille. Cela également avec l'objectif pour Tassili Airlines d'accroître sa part de marché dans le transport de la relève de 25 à 30%, voire plus de 40%. Il s'agira également pour cette compagnie aérienne de diversifier son portefeuille clients. Soit de contribuer au transport régulier national, voire international mais dans un avenir lointain.

Cela grâce à l'excédent de capacité de transport dont elle disposera et qu'elle pourra verser dans le transport régulier, en conformité avec la politique nationale dans ce domaine. Et en partenariat avec la compagnie publique Air Algérie, avec laquelle Tassili Airlines est déjà conventionnée en matière d'assistance au sol, assistance technique et catering, notamment dans le domaine de la maintenance des gros porteurs.

C. B.